

**Union européenne - Corée du Nord  
: L'UE étend les sanctions contre la  
République populaire démocratique  
de Corée (RPDC) - Communiqué du  
conseil de l'Union européenne**  
(Bruxelles, 06 avril 2017)

Le 6 avril 2017, le conseil a adopté des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Ces mesures complètent et renforcent le régime de sanctions imposées en vertu de résolutions du conseil de sécurité des Nations unies (CSNU).

L'UE a décidé d'étendre l'interdiction d'investir en RPDC à de nouveaux secteurs, à savoir le secteur des armes conventionnelles, le secteur de la métallurgie et du travail des métaux, ainsi que dans le secteur aérospatial. Le conseil est également convenu d'interdire la fourniture de certains services à des personnes ou entités en RPDC, à savoir les services informatiques ainsi que les services liés aux industries extractives et aux industries manufacturières dans les secteurs des industries chimiques, minières et de raffinage.

Le conseil a adopté ces nouvelles mesures restrictives parce qu'il a estimé que les agissements de la RPDC violaient de multiples résolutions du CSNU et constituaient une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales dans la région et au-delà. L'UE appelle de nouveau la RPDC à renouer un dialogue crédible et constructif avec la communauté internationale, à mettre fin aux provocations et à abandonner totalement et de façon vérifiable et irréversible toutes les armes nucléaires et tous les programmes nucléaires existants ainsi que les programmes relatifs aux autres armes de destruction massive et aux missiles balistiques.

En outre, le conseil a décidé d'ajouter quatre personnes à la liste des personnes visées par les mesures restrictives de l'UE, estimant qu'elles étaient responsables, sous forme d'appui ou d'encouragement, des programmes de la RPDC en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques ou d'autres armes de destruction massive, ce qui porte à 41 le nombre total de personnes faisant l'objet de restrictions en matière de déplacements et d'un gel de leurs avoirs. Sept entités font aussi l'objet d'un gel de leurs avoirs.

Les actes juridiques sont publiés au Journal officiel du 7 avril 2017. Ils ont été adoptés par procédure écrite.

Les mesures restrictives de l'UE contre la Corée du Nord ont été introduites le 22 décembre 2006. Les mesures existantes mettent en oeuvre toutes les résolutions du CSNU qui ont été adoptées à la suite des essais nucléaires et des tirs de missiles balistiques effectués par la RPDC, et comprennent des mesures supplémentaires qui ont été prises de manière autonome par l'UE.

Elles ciblent les programmes d'armes nucléaires et les programmes nucléaires ainsi que les programmes relatifs aux autres armes de destruction massive et aux missiles balistiques de la Corée du Nord. Les mesures comprennent des interdictions d'exporter et d'importer des armes, des biens, des services et des technologies qui pourraient contribuer à ces programmes./.